



TOTAL CENSURE SES SALARIES

Le dialogue social version Total Attitude

En Assemblée Générale le 20/11/2013, les salariés des sites de Paris et de Pau, réunis pour échanger sur le projet de **filialisation des activités IT** ont émis le souhait de lancer une pétition pour le retrait de ce projet et d'être informés régulièrement par les organisations syndicales.

Le 11 décembre, un courriel de l'intersyndicale leur est envoyé, par la boîte de messagerie CGT-UES afin de les convier à accompagner les élus pour remettre cette pétition (un millier de signatures) au président du CCE Yves Louis DARRICARRERE qui devait ouvrir la séance du 12 décembre à 8h30.

Quelques heures après l'envoi de ce courriel informatif,

la Direction ferme la messagerie ! On peut s'interroger : pourquoi ça dérange ?



Ce même jour, en fin d'après-midi, la Direction annonce que **Y.L. DARRICARRERE ne sera pas présent** à 8h30 et décale sa venue à 10h (heureux hasard, car à cette heure-là, ces salariés partent en séminaire !) **Courageux Président ?**

Soucieux d'informer les salariés en demande sur ce projet jugé inquiétant pour l'avenir, les OS les invitent à nouveau à se réunir en visioconférence Pau/Paris afin de faire le point avec eux. Les auditoriums de Pau et de Paris ont été réservés à ces fins. Mais quelques heures avant,

la Direction interdit d'autorité l'usage des auditoriums !



Les élus trouvent en urgence des salles "standard". Qu'à cela ne tienne,

la Direction s'empresse de couper la liaison : encore censuré !

Voici comment la Direction de Total impose le dialogue social.

A PAU, les salariés se sont ensuite rendus à la rencontre du chef d'Etablissement pour lui exprimer leur mécontentement... Celui-ci n'a pas trouvé les mots pour expliquer les entraves à répétition sur le dialogue social, il n'a même pas pu évoquer une quelconque volonté de rétablir la sérénité... aux ordres de la haute présidence qui veut imposer ses décisions au mépris de l'avis des salariés et de leur avenir ?

L'information et l'échange se méritent chez Total... comme les salaires, avancements, promotions, reconnaissance etc. La Direction veut empêcher le dialogue entre salariés et OS afin de passer en force sur ce projet, comme tant d'autres auparavant (individualisation de la rémunération, délocalisation à Londres, vente de TIGF, etc.).

Salariés et solidaires, nous sommes tous concernés par cette stratégie néfaste.

Donnez-vous les moyens d'être informés !

Envoyez votre "**OUI je désire recevoir des infos**" sur info.cgt.total@orange.fr
et en consultant le site web ep.cgt-total.org

La CGT prend des initiatives pour vous....mais sans vous, la CGT ne pourra pas porter vos idées.

Ensemble, nous pourrons infléchir la volonté éfrénée de mettre en place cette stratégie néfaste pour les salariés et pour l'entreprise.



Quelques exemples du dialogue et de la puissance d'un Groupe à contrôler l'information

La Direction en CCE et CHSCT : "Faites votre travail en consultant et interrogeant les salariés, c'est même votre rôle!"

Contradictoire !

Certaines messageries seront fermées pour avoir utilisé ce moyen !
Les communications en visio sont donc interdites...

La Presse aussi serait-elle "achetée" ?

De pleines pages pour justifier que Total part en "grand seigneur" de Lacq.
D'autres articles plébiscitent des augmentations dans le Groupe de 3,5% !

Peu d'articles contradictoires ont été publiés par la presse de la part des syndicats....bien que ceux-ci aient contacté ces médias pour faire valoir leur droits de réponse....

Pourtant, Lacq est fragilisé avec la fuite de Total.

Les augmentations générales des salaires de situent en réalité entre 1,2 à 1,5% !

Les médias font "silence radio" sur la grève dans les raffineries Total au sujet des salaires...

Pourquoi cette grève ne fait-elle pas partie des infos sociales des chaînes nationales aux cotés des autres mouvements sociaux dans le pays ?

**Sans mail, sans tracts, sans droit de réponse dans les medias,
la Direction serait bien tranquille...**

**Cette attitude est honteuse
et irrespectueuse !**

**Total doit cesser de se
comporter de la sorte,
respecter les salariés
et leurs représentants !**